

## **2013 : MEF : Politique Commerciale Et Enjeux Pour l'éligibilité de La Côte d'Ivoire du Programme «Millenium Challenge Corporation »**

### **RESUME ANALYTIQUE**

Le système d'économie libérale adoptée par la Côte d'Ivoire s'est matérialisée par une ouverture importante, caractérisée par un taux d'ouverture commerciale élevé de 80%, en augmentation au cours des années récentes. Par ailleurs, les échanges commerciaux extérieurs de la Côte d'Ivoire représentent en moyenne 10% du commerce des biens de la CEDEAO (UE, 2012).

En dépit des crises sociopolitiques successives des dix dernières années, les échanges extérieurs de biens et services de la Côte d'Ivoire n'ont cessé de s'accroître. Leur valeur en dollars a plus que triplé entre 1990 et 2011. En effet, les exportations et importations ivoiriennes sont passées respectivement de 2,9 et 2,1 milliards de dollars en 1990 à 11,4 et 9,0 milliards de dollars en 2011, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen des exportations de 7% et des importations de 8%. Ainsi, dans le but de renforcer la performance de l'économie ivoirienne et l'intégration économique, de nombreuses actions ont été déclinées dans le PND.

Les financements mis à la disposition des Etats éligibles au Millenium Challenge Corporation (MCC) offrent des opportunités à la Côte d'Ivoire pour réaliser ses objectifs de développement économique et social à moyen terme prévus dans le PND. C'est pourquoi, le gouvernement ivoirien entreprend plusieurs chantiers afin d'améliorer l'indicateur de gouvernance du MCC. Cet indicateur comporte trois catégories parmi lesquelles celle de la liberté économique qui renferme la composante «politique commerciale». Cette dernière composante est appréciée à travers un indicateur qui évalue l'ouverture du pays au commerce mondial par l'observation des niveaux moyens des tarifs douaniers et des barrières douanières non tarifaires.

Les différentes évaluations de cette composante «politique commerciale» ont été satisfaisantes, car cet indicateur est demeuré au vert en raison d'un tarif moyen douanier de 6,4% et en raison de l'absence de barrière douanière non tarifaire particulière. En revanche, la marge de manoeuvre apparaît réduite, car des risques de voir l'indicateur passer au rouge subsistent au vu des travaux en cours de réalisation sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Cette étude a donc pour objectif de mieux comprendre la méthodologie de calcul de la composante «politique commerciale» de l'indicateur du MCC afin d'en assurer un meilleur suivi et le maintenir à

son niveau le plus performant. Pour ce faire, nous avons effectué un diagnostic de la politique commerciale en Côte d'Ivoire en insistant sur les barrières non tarifaires (et les réformes mises en oeuvre) au regard des normes et standards internationaux en la matière ainsi que des critères de notation du MCC. Nous avons, en outre, décrit la méthodologie utilisée pour le calcul de l'indicateur «politique commerciale» du MCC avant d'analyser les évolutions des différents scores obtenus par le pays au cours de la période 1995-2013. Finalement, des recommandations de stratégies et un plan d'actions, de suivi et de veille de l'indicateur ont été proposés en vue d'améliorer la performance de la politique commerciale conformément à la réglementation nationale et aux politiques communautaires.